
La crise européenne, une aubaine ou un problème pour les BRICS ?

green
et vert
www.greenetvert.fr

Dossier spécial : Les BRICS face à la crise
européenne. 23/01/2012

La crise européenne, une aubaine ou un problème pour les BRICS?



Dossier rédigé par l'expert Benoit Forin

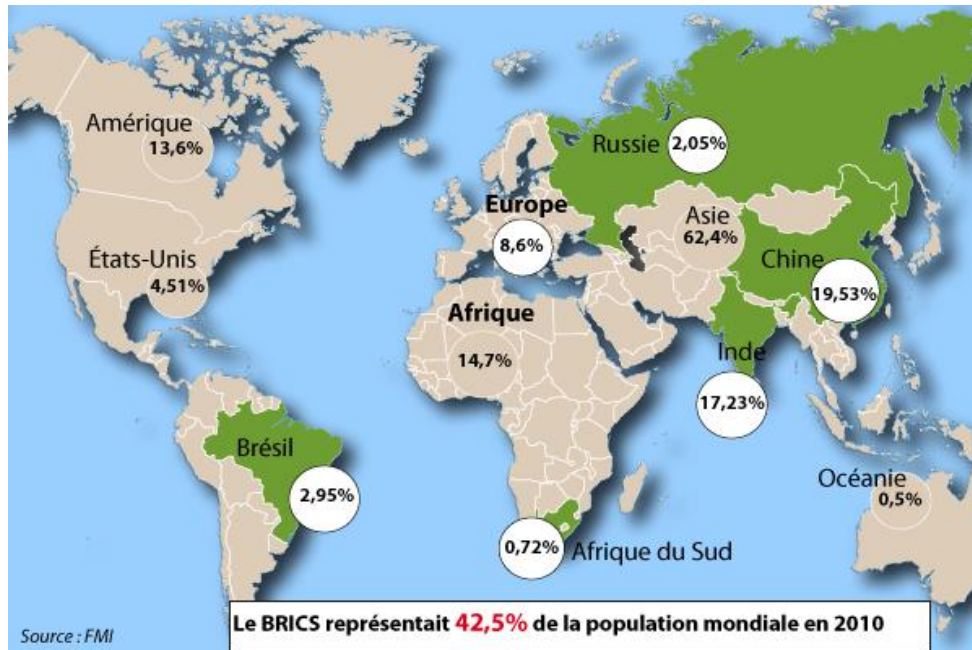
Sollicitées pour participer au refinancement de la dette européenne, lors du dernier sommet du G20 à Cannes, la Chine et la Russie font désormais l'objet d'une attention particulière de la part des grandes économies du Nord en crise. Il n'est cependant pas sûr que le groupe des « BRICS » (*Brazil, Russia, India, China, South Africa*), dont elles font partie, y trouve son intérêt.



Les leaders des BRICS lors d'une rencontre en Chine le 14 avril 2011. © Dilma Rousseff

Anatomie des BRICS

Les membres du groupe BRICS se sont rassemblés à la suite d'initiatives de la politique étrangère brésilienne, à la recherche d'un renforcement des liens entre économies émergentes du Sud. Des partenariats privilégiés couvrant les échanges commerciaux et technologiques, en particulier, ont été successivement conclus avec la Chine et l'Inde, avant que la Russie et l'Afrique du Sud, depuis 2010, n'intègrent le groupe. Celui-ci s'est donc formé « de l'extérieur », et non dans le cadre d'une organisation ou d'une conférence internationale existante, comme il arrive plus souvent.



Population des BRICS. © FMI

Les **caractéristiques communes** ayant rapproché les différentes parties prenantes sont nombreuses. D'une part, il existe de vastes territoires, situés à des emplacements géographiques stratégiques, où la terre cultivable est un enjeu important. D'autre part les économies des BRICS sont en forte croissance (entre 6% et 8% par an), et fortement consommatrices d'énergie et de matières premières (souvent aussi fortement polluantes...). Enfin, les populations de ces pays sont très composites, du point de vue des langues, des ethnies et des cultures. Et le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ne cachent plus leurs ambitions impériales, ou au minimum de prédominance régionale.

Mais les **différences** qui les distinguent ne sont pas moins nombreuses. On compte parmi eux 3 démocraties et 2 régimes dictatoriaux ou autoritaires. Les démographies sont par ailleurs contrastées. Le Brésil achève sa transition démographique, la population de l'Inde est encore en forte croissance, alors que la Chine est parvenue à une stabilisation et s'apprête à « vieillir avant d'avoir grandi », tandis que la Russie se dépeuple d'année en année ; en outre, la population sud-africaine (50 Mh) est sans commune mesure avec celles de ses autres partenaires, et plutôt urbaine, comme au Brésil et en Russie, à la différence de l'Inde et de la Chine.

Autre différence majeure, les économies sont inégalement vulnérables. Deux d'entre elles sont très dépendantes de leurs exportations de matières premières (Russie, Afrique du Sud), deux autres de leurs importations de matières premières (Inde, Chine), et l'économie chinoise demeure fondée sur un modèle « mercantiliste » fondant l'accumulation de réserves de change sur l'excédent de son commerce extérieur ; le Brésil est une économie beaucoup plus diversifiée, moins polarisée et plus proche du modèle de développement des pays du Nord. Enfin, selon les pays, les niveaux de développement sont très différents et la stabilité des sociétés est plus ou moins garantie dans l'avenir...



Particularismes régionaux

Par ailleurs, les volontés de coopération renforcée et de faire front commun sur certains dossiers internationaux s'accompagnent de priorités particulières à chacun. tandis que le Brésil cherche à étendre son influence dans toute l'Amérique Latine et à jouer un rôle mondial en s'appuyant sur une diplomatie « Sud-Sud », l'une de ses priorités est de devenir membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. La Chine quant à elle souhaite avant tout faire reconnaître universellement le concept d' « une seule Chine » incluant le Tibet et Taïwan, et étendre progressivement son influence dans toute l'Asie du Sud-Est, notamment par l'internationalisation progressive du Yuan ; une seconde de ses priorités est de sécuriser ses approvisionnements en matières premières et énergie (en Afrique tout particulièrement) ; elle se positionne avant tout par rapport au FMI, à la recherche d'un poids accru dans ses décisions, au détriment de l'Europe et des États-Unis.

Et si l'Inde a besoin de poursuivre un développement économique contrôlé de près par les pouvoirs publics, tout en préservant la stabilité de sa société, une de ses priorités étant, elle aussi, ses approvisionnements en énergie; la Russie tente de retrouver une influence dominante dans son « étranger proche » et de maintenir l'ordre dans ses provinces périphériques, parfois en quête de sécession, pour être le pivot d'une « communauté eurasiatique » qui tente de commencer à s'incarner dans une union douanière avec le Belarus et le Kazakhstan. Et l'Afrique du Sud dans tout cela souhaite demeurer la porte d'entrée des investissements des économies du Nord en Afrique noire, et attirer les investissements extérieurs favorables à son développement.

L'appel au secours de l'Europe



Comment interpréter, à la lumière de ces constatations, la tentative des pays européens, à Cannes, d'impliquer plus largement certains grands pays émergents dans le règlement de la crise de leur dette?

Comme on le sait, un appel pressant a été transmis en particulier en direction de la Chine et de la Russie, pour qu'elles contribuent à l'alimentation du [Fonds Européen de Stabilité Financière](#) (FESF), dont l'objectif est d'apporter un soulagement aux États européens ayant des difficultés à emprunter individuellement, par une sorte de cautionnement mutuel de l'ensemble des membres de l'[Eurosystème](#) à des emprunts pour compte commun sur le marché international des capitaux. Le fait que ces deux pays se soient chacun doté d'un fonds souverain d'investissement à l'étranger afin de recycler une partie de leurs recettes d'exportations n'est naturellement pas indifférent.

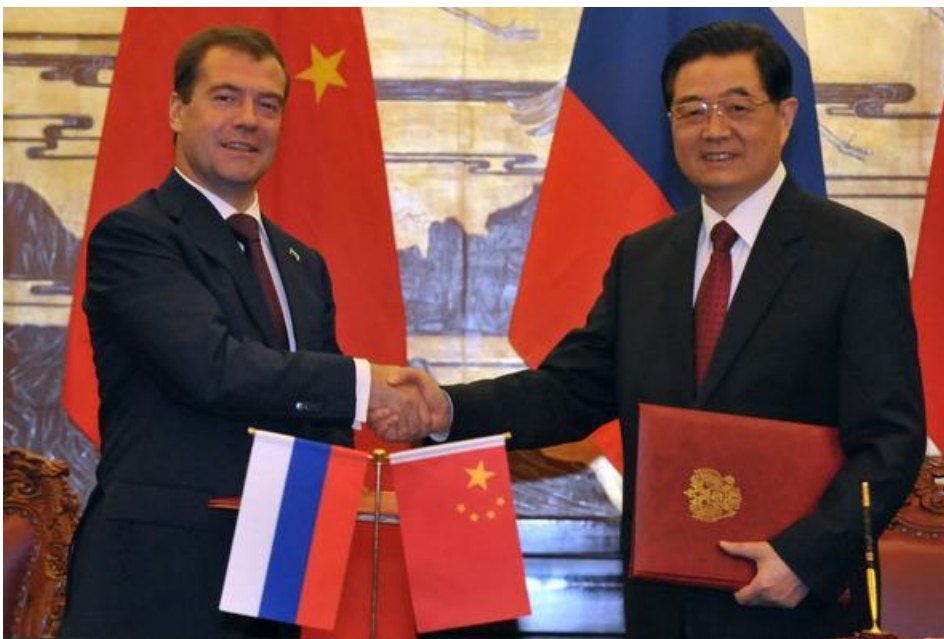
Le FMI plutôt que le FESF

La réponse, prudente, a été en forme d'accord pour une participation à la résolution de la crise de la dette via les circuits de financement existant dans le cadre du FMI, plutôt que par une participation directe au FESF. Ici s'expriment, outre des réticences à s'impliquer trop profondément dans un processus complexe et dangereux, la probable volonté de négocier des contreparties institutionnelles et politiques à un engagement accru dans l'alimentation des ressources du Fonds.

Ainsi, pour la première fois, les BRICS se trouvent en position de faire passer leurs idées et leurs solutions, dans une certaine mesure, face à l'aveu de faiblesse que constitue l'appel au secours des européens. Celui-ci n'est pas sans rappeler les résultats de la première guerre mondiale, lorsque les pays de l'Entente furent contraints pour financer le conflit de liquider leurs avoirs investis dans les « pays neufs » (États-Unis, Amérique latine...) avant de faire appel à leurs finances et à leurs soldats pour emporter la décision.

Les locomotives chinoise et russe

L'avantage politique à retirer, à terme, de cette situation nouvelle entre cependant en conflit avec les priorités habituelles des BRICS, qui ne l'ont pas forcément tous intégré dans leurs stratégies. D'autant que les gains escomptés ne seront pas nécessairement répartis également au sein du groupe. La Chine est en effet le seul acteur disposant d'un « trésor de guerre », en termes de réserves de change disponibles, suffisant pour jouer un rôle d'acteur financier majeur ; la demande européenne sert ses ambitions internationales et peut lui permettre de consolider sa position au sein d'un FMI réformé, comme il en est question depuis plusieurs années.



Les présidents russe et chinois Dmitri Medvedev et Hu Jintao.

Côté russe, La faiblesse démographique et économique, trop dépendante de sa rente énergétique, qui est un facteur important de volatilité des recettes d'exportations, ne lui permet pas d'exercer une pression suffisante sur ses partenaires du groupe. Ce qui ne réduit pas pour autant ses ambitions internationales et son agressivité si nécessaire (voir la décision récente de déployer un dispositif antimissiles en cas de mise en service du « bouclier » stratégique américain en Europe). L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, sont pour leur part encore loin d'une ambition « globale ». Ce qui se traduit en particulier dans leurs moyens militaires, et ont des priorités essentiellement régionales, à la différence des deux autres puissances continentales.

Il n'est donc pas impossible que le groupe se fractionne entre 2 « dominants » et 3 « dominés », première phase d'une dissolution éventuelle. En effet, chaque membre du groupe encourra des pertes ayant pour origine la crise européenne, et leur répartition inégale sera également un facteur de division.

Tous les BRICS vont en effet souffrir, dans leur commerce extérieur, de la « décennie perdue » qui se profile en Europe, le temps que les dettes se résorbent et que le nouveau système institutionnel et financier européen qui se profile arrive à maturité. Les politiques de rigueur visant dans l'immédiat à dégager des économies et à accroître les recettes des États seront un facteur de contraction de l'activité globale, et donc des recettes d'exportations de matières premières comme de biens à plus forte valeur ajoutée issus des BRICS et destinés à l'Europe. Parallèlement, les besoins de financement européens risquent de réduire sérieusement les investissements directs étrangers essentiels à la plupart d'entre eux pour assurer leur développement.

Le Chine a la clé



L'économie chinoise peut compter sur le dynamisme de son marché intérieur. © Robert S. Donovan (Flickr)

On retrouve toutefois une perspective asymétrique, car la Chine, tant que sa stabilité territoriale, politique et sociale se maintient, dispose encore d'une situation privilégiée si elle prend appui sur son vaste marché intérieur pour poursuivre sa croissance, comme elle l'a déjà fait lors du plan de relance de 2008-2009 pour contrer les effets domestiques de la crise financière.

Elle dispose également d'atouts au sein de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est Asiatique), où sous son impulsion des pas décisifs vers un libre-échange total entre participants se sont récemment accomplis. L'autorisation, progressivement étendue, d'utiliser le yuan comme monnaie de facturation et de règlement et la libéralisation en cours des investissements à l'étranger effectués en yuan sont eux aussi des facteurs de consolidation d'une zone de repli de l'économie chinoise qui ne demande qu'à se transformer en « arrière-cour », comme l'a été longtemps l'Amérique latine pour les États-Unis.

Il faut y ajouter le renforcement de la présence des entreprises chinoises en Sibérie, à la suite des accords conclus avec la Russie pour la mise en valeur d'une partie de ce territoire et l'exploitation de ses matières premières. Enfin, la crise européenne devrait également faciliter l'expansion économique chinoise déjà en cours sur le continent africain.

Le Brésil et l'Afrique du Sud seront sans doute conduits à resserrer leurs liens commerciaux avec un client insatiable pour leurs exportations, utilisant le groupe comme un atout défensif.

Aussi le destin du groupe BRICS lui-même sera-t-il sans doute subordonné à la persistance, chez les dirigeants chinois, d'une attitude pragmatique faisant la part des objectifs propres de leurs partenaires.